

**« *Hacer barrio, hacer historia* » (faire le quartier, faire l'histoire).
De l'*habitus dictatorial* au conseil des voisins comme arène
politique. (Valparaíso, Chili)**

Arnaud FIGARI

Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Laboratoire d'Ethnologie et de Sociologie Comparative (LESC, UMR 7186)

Résumé

Les habitants du Cerro Alegre (Valparaíso) vivent, depuis 2003, dans un quartier patrimonialisé par l'Unesco et l'Etat chilien pour son illustre histoire au 19^{ème} siècle. Si cette patrimonialisation met en exergue un passé lointain et consensuel, elle met aussi le voile sur un passé plus récent, oblitéré dans cette version institutionnelle de l'histoire. Une période dictatoriale et ses « 17 années d'obscurité » qui ont laissé de profondes traces dans l'espace social.

Une large part de la littérature scientifique s'est saisie de la mémoire de cette période par le prisme du militantisme politique ou a pu privilégier une vision macrosociologique. Mais que sait-on des stratégies et négociations qui, à un niveau local, ont permis aux individus de préserver une vie sociale *a minima* durant ces 17 années et celles de silences qui suivirent ? Entre non-dit, oubli et apathie sociale, l'expérience dictatoriale est bien au cœur du lien social, autant dans la relation entretenue avec le voisin que dans le rapport élargi à l'espace privé comme public.

Je souhaiterais ainsi rendre compte des mécanismes de ce que je nomme un *habitus dictatorial*, dans ce cas « où le passé adhère au présent ». A travers une analyse microhistorique et l'ethnographie des réseaux de voisinage, il s'agira de saisir les différentes formes de présence d'une mémoire souterraine de la dictature et son influence sur l'univers social et quotidien des habitants du Cerro Alegre.

Toutefois, depuis 2006, un espace rompt avec les normes sociales et les silences précédemment évoqués : le conseil des voisins. Lieu d'une opposition entre deux groupes se nommant « *jovenes* » et « *viejos* », la *junta de vecinos*, sans jamais directement aborder les conflits hérités du passé, qui y sont pourtant rejoués, se transforme en une arène politique ; les « vieux » refusant de perdre la maîtrise de leur territoire, les « jeunes » voulant briser le tabou politique et évincer ceux qui, pour eux, sont les « coupables du passé ».

Mots clés : Valparaíso, *habitus dictatorial*, mémoire, conflits politiques, patrimonialisation.

« Faire le quartier, faire l'histoire » est le slogan que portent aujourd'hui les membres d'un des deux groupes d'habitants qui composent le conseil des voisins du Cerro Alegre à Valparaíso (Chili). Pris en étau entre les 41 autres collines qui forment l'amphithéâtre de la ville, le quartier du Cerro Alegre, né en 1832 et première colline habitée de la ville, est pourtant le symbole presque métonymique de la grande histoire de Valparaíso et de ce qui a été le plus grand port de la côte pacifique américaine durant la seconde moitié du 19^{ème} siècle. C'est d'ailleurs au titre de ce passé illustre et consensuel que le Cerro Alegre se trouve aujourd'hui au cœur de la zone de Valparaíso consacrée en 2003 par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité.

Stimulée indéniablement par la patrimonialisation du quartier et cette nécessité ressentie par les habitants de lutter pour une certaine maîtrise de leur territoire, le conseil des voisins, *junta de vecinos*, devient depuis 2006 l'arène de violentes oppositions entre deux groupes d'habitants s'auto-désignant sous les termes de « jeunes » et « vieux ». Des oppositions qui, si elles semblent créées et exacerbées par la mise en patrimoine et les positions relatives de chaque groupe d'habitants face à cette transformation, apparaissent au fil de l'ethnographie être liées à un passé conflictuel autant que silencieux : celui de la dictature du général Pinochet entre 1973 et 1990. La *junta de vecinos* devenant de la sorte un espace politique qui « restitue au temps sa dimension concrète » (Bensa, Fassin 2002) entre la tension d'un passé qui se rejoue au présent et celle d'un futur incertain.

Prenant appui sur la réalisation d'un terrain ethnographique¹, cette communication fait apparaître que si la mise en patrimoine met en exergue un passé lointain et lissé, elle met aussi le voile sur un passé plus récent, oblitéré dans cette version institutionnelle de l'histoire. Dès lors, ce n'est pas tant la patrimonialisation ni ses effets qui sont déterminants pour comprendre les enjeux contemporains auxquels se mesurent les habitants du quartier qu'une mémoire souterraine de la dictature du général Pinochet durant laquelle, entre 1973 et 1990, les habitants connurent « 17 années d'obscurité »². Comment la patrimonialisation du quartier en vient-elle donc à devenir un révélateur des conflits locaux liés au passé dictatorial tout autant qu'un outil permettant à un groupe d'habitants de prendre possession du quartier et d'évincer ceux qui, pour eux, sont les "coupables du passé" ?

Cette communication, plus que des ambitions théoriques ou épistémologiques sur le traitement du passé et sa mise en tension au présent, voudrait présenter des données et les porter à discussion. Dans un contexte national rendant extrêmement complexe la formation de mémoires tant individuelles que collectives, ce travail souligne l'empreinte de la période dictatoriale sur les aspects presque infra-ordinaires de la vie sociale d'un quartier et sur la « lutte sourde » (Elias, 1997) que mènent deux groupes d'habitants dans l'organe du conseil des voisins.

¹ L'ethnographie sur lequel s'appuie cet article a été réalisée en deux temps. Un premier terrain entre juin à août 2010 s'est focalisé sur une observation et une participation assidues aux activités, réunions et assemblées de la *junta de vecinos* ainsi que sur le rapport entretenu entre habitants et acteurs municipaux ou nationaux autour de l'intervention patrimoniale touchant le Cerro Alegre. Le second terrain a été fait entre juin et octobre 2011. Une étude en réseaux des relations de voisinage a ainsi permis d'obtenir plus de 40 réseaux complets rendant compte du capital social réticulaire des habitants et a conduit à une analyse fine de la qualité du lien social. Des entretiens systématiques et semi-directifs ont aussi été menés dans tous les espaces du Cerro Alegre offrant un matériau de plus de 70 entretiens individuels et 5 entretiens collectifs et ce, parallèlement au travail continu portant sur la *junta de vecinos*.

Etant donné la teneur des tensions qui animent le conseil des voisins mais aussi le traumatisme qu'il a pu y avoir à l'évocation du passé (dictatorial) pour les habitants, le choix a été fait, pour permettre ce travail, pour garantir la qualité de la relation ethnographique, comme pour protéger les individus des répercussions possibles de leurs propos, d'assurer à tous l'anonymat. Choix fait de concert et en accord avec la *junta de vecinos* comme avec chaque habitant interrogé individuellement

² Expression d'un habitant.

Le Cerro Alegre et la chimère patrimoniale

Lorsqu'en 2003, le Cerro Alegre est rendu au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco, au même titre que d'autres espaces clairement délimités tels le Cerro Concepción voisin ou le quartier portuaire, cela tient au fait qu'il représente un « témoignage exceptionnel de la première phase de la mondialisation au 19^{ème} siècle » (*critère iii*). Le choix de délimiter une zone historique comme représentative et symbolique de l'histoire générale de Valparaiso s'accompagne d'une volonté de l'Etat chilien de mettre plus favorablement en perspective une histoire des « autres », des « étrangers » et la dimension cosmopolite de la ville. D'autres critères Unesco auraient largement permis de patrimonialiser l'ensemble de Valparaiso, soit en insistant sur les spécificités d'un établissement humain et les caractéristiques de sa trame urbaine (*critère v*), soit en relevant l'aspect « typique » architectural et paysager (*critère ii*).

Le Cerro Alegre intègre donc le patrimoine mondial pour sa valeur historique, et l'installation dans cette colline des grandes familles étrangères puissantes, anglaises et allemandes dès le début du 19^{ème} siècle. Une histoire des « européens » de Valparaiso qui ont constitué ici le creuset d'un entre-soi bourgeois et créé leurs propres institutions dans cette petite colline prise en étau entre les deux fosses qui l'entourent (collège allemand, collège McKay, hôpital allemand, églises anglicane, luthérienne et catholique). Joaquin Edwards Bello évoquant dans son ouvrage, *Valparaíso Fantasmas* (1955), cette « île détachée de l'Angleterre victorienne » où les anglais s'isolent des chiliens (Edwards Bello, 1955 : 14).

Comme le signale le géographe Sébastien Jacquot (2007), le recours à cette histoire permet évidemment d'éviter les tensions d'un passé récent et d'une histoire sociale de Valparaiso qui interrogeraient le rôle de certains événements douloureux du passé. La patrimonialisation produite par la Municipalité de Valparaiso et l'Etat chilien renvoie ainsi à la production d'une historicité « liée à la différenciation entre un passé glorieux et un présent en crise » (Jacquot, 2007 : 525). Sous ce régime réifiant la « figure nostalgique » d'une histoire des « autres », on ne peut écarter le rôle d'ellipse narrative produite sur un passé national et local marqué par 17 années de dictature du général Augusto Pinochet. Sous une forme de « pseudo-topie » patrimonial créant un « espace compensatoire fictif dans le passé » (Guillaume, 1980 : 15), l'« *operación silencio* » qui avait initié le coup d'Etat du 11 septembre 1973 à Valparaiso par la prise de la ville par la marine à 5h45 semble se maintenir au travers du silence sur deux décennies de conflits politiques violents.

La patrimonialisation ne se limite pas néanmoins au traitement du passé qui l'accompagne et reste, dans une dimension première, un phénomène sociologique. Par ailleurs si la patrimonialisation produit cette ellipse narrative sur un passé récent, renvoyant à l'histoire des grandes familles étrangères entre le milieu du 19^{ème} siècle et les années 60, elle n'est associée à aucune volonté de mettre en lumière une histoire orale ou une mémoire historique des habitants ayant connu cette période, notamment des descendants des familles allemandes ou anglaises toujours présents. L'intervention patrimoniale à Valparaiso se cantonne ainsi à fixer l'aspect extérieur du bâti (peinture des façades, repavement, protection des points de vue, réaménagements urbains), le Cerro Alegre devant paraître dans son état « original », image d'Epinal du grand passé de la ville. Cependant, cette mise en lumière et cette surexposition d'une histoire consensuelle évitant les écueils du passé récent, ne se défait pas des tensions sociologiques provoquées par le phénomène patrimonial. En effet, depuis le début des années 90, le Cerro Alegre se caractérise par un éclatement sociologique fort et la mise en co-présence de populations très diverses ayant chacune des rapports particuliers à l'histoire du quartier. A l'appui des données recueillies,

plusieurs populations habitantes se distinguent aujourd'hui dans le quartier³. Tout d'abord, des populations anciennes, souvent dénommées « natives » comprenant les descendants des familles étrangères ainsi qu'une classe moyenne chilienne s'étant installée après les années 50 (principalement entre 1950 et 1973 et entre 1980 et 1990) profitant du départ de nombreuses familles étrangères pour la ville nouvelle et voisine de Viña del Mar. Le début des années 90 voit par ailleurs l'arrivée, en relation avec une première mise en patrimoine locale, associant le Cerro Alegre à un quartier d'artistes et de créatifs, de jeunes cadres professionnels chiliens (architectes, ingénieurs, commerçants venus de Santiago ou de l'étranger). Ces derniers investissent économiquement le quartier et sont à considérer, suivant les analyses de Neil Smith, comme les « pionniers » d'un processus de gentrification. Enfin, de 2003 à 2012, les populations sont plus disparates mêlant investisseurs chiliens et étrangers, *santiaguinos* achetant des maisons secondaires et un mouvement de populations logiquement lié à l'explosion de l'industrie touristique.

Si 2003 consacre le Cerro Alegre au patrimoine mondial, cette date correspond aussi à un renouveau saisissant de l'activité de la *junta de vecinos*, conseil des voisins. C'est en outre le croisement et l'interrelation de ces deux phénomènes qui a conduit au choix d'une enquête ethnographique portant sur le Cerro Alegre. Bien qu'exogène, la mise en patrimoine du Cerro Alegre était une des causes, le prétexte ou la raison, du retour du conseil des voisins comme véritable scène politique et collective locale.

Lors de mon premier terrain en 2010, le conseil des voisins comptait près de 400 inscrits, chiffre tout à fait remarquable pour une population estimée par le recensement de 2002 à 2154 habitants. En grande partie absorbés par la volonté d'imposer une participation locale au processus patrimonial en cours, les 30 à 60 habitants les plus actifs s'étaient progressivement structurés en deux groupes, s'opposant frontalement, et s'auto-désignant sous les termes de « jeunes » et de « vieux ». Leur rivalité semblait d'ailleurs signaler que cet organe, intermédiaire entre habitants et institutions patrimoniales, se faisait le prisme des tensions et distorsions provoquées par une patrimonialisation agissant grandement sur la réalité sociologique du Cerro Alegre. Cette activité récente de la *junta de vecinos*, la voix publique qu'elle réussit à acquérir, notamment dans les médias locaux, et le taux relativement important de participation étaient par ailleurs un fait inédit. Il faut rappeler ici l'histoire de ces organisations de voisinage afin de mettre en perspective l'activité actuelle de ce conseil.

Créées en 1968, au sein du programme de *Promoción Popular* élaboré sous la présidence du Chrétien-Démocrate Eduardo Frei, ces organisations de quartier furent pensées, à l'échelle de tout le pays, comme un moyen d'accession et de participation des masses au politique. Détenant des prérogatives importantes (gestion de biens mobiliers, immobiliers, pouvoir décisionnel), les *juntas de vecinos* ne sont jamais parvenues à devenir les « noyaux de conscientisation » (Vanderschueren, 1974) et d'activité politique qui étaient censés répondre à la question d'une participation citoyenne et populaire très présente au Chili depuis les années 40 et ce, notamment du fait des troubles politiques agitant le pays de

³ Des 59 entretiens pour lesquels les données sociologiques sont complètes (sur plus de 70 au total), 15 habitants sont venus s'installer (en tant qu'adultes ou en tant qu'enfants par l'intermédiaire de leur famille) entre 1931 et 1963 sans que ne soit visible de mouvements particulièrement intenses. Il est en revanche intéressant de remarquer qu'aucun habitant de ce corpus ne s'est installé entre 1973 et 1981 (période où la dictature militaire était le plus fortement répressive avant que la constitution de 1980 ne la transforme en régime autoritaire). Ce creux est donc évocateur de l'impact qu'a eu la dictature sur les mouvements de populations puisqu'entre 1969 et 1973, sept habitants se sont installés et qu'entre 1981 et 1983, sept autres sont venus dans le quartier. La période la plus répressive et violente est donc marquée dans les données sociologiques de ce corpus de 59 habitants. Le retour à la démocratie et l'arrivée des « pionniers » est lui aussi notable et 8 habitants du corpus se sont installés entre 1992 et 1996. Si deux habitants seulement viennent entre 1996 et 2005, la déclaration au patrimoine mondial provoque de toute évidence un fort mouvement de population puisqu'entre 2005 et 2011, on dénombre 14 nouveaux habitants.

1970 à 1990⁴. Devenus des organes purement consultatifs et peu consultés, les conseils de voisins sont à Valparaíso les coquilles vides et vieillissantes d'une participation populaire en partie sclérosée et laissée à la charge le plus souvent de quelques retraités habitant le quartier. L'exemple de la *junta de vecinos* du Cerro Alegre, créée en 1972 témoigne de cette évolution. Consultant ses registres, il apparaît que si la *junta de vecinos* ne cessa pas de fonctionner en 1973 suite au coup d'Etat et à la mise en place du régime dictatorial, en revanche, ces mêmes registres s'arrêtent entre 1975 pour ne reprendre qu'au début des années 1990. Une page blanche sans autre information que cette succession étonnante entre ces deux dates que séparent 15 années. Une période suivie de 1993 à 2003 par les trois présidences consécutives d'une habitante. Période où l'activité de l'organisation reste très faible et restreinte à une gestion minimale des problèmes du quartier.

La *junta de vecinos* et le réveil d'un organe de participation citadine

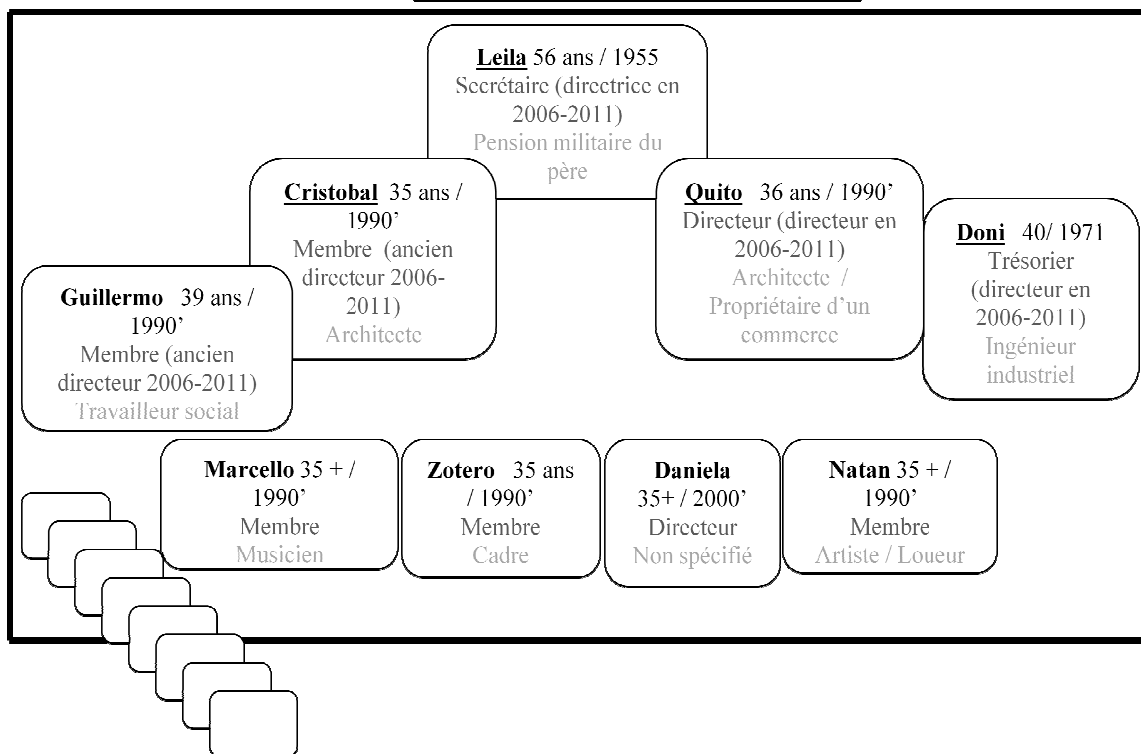
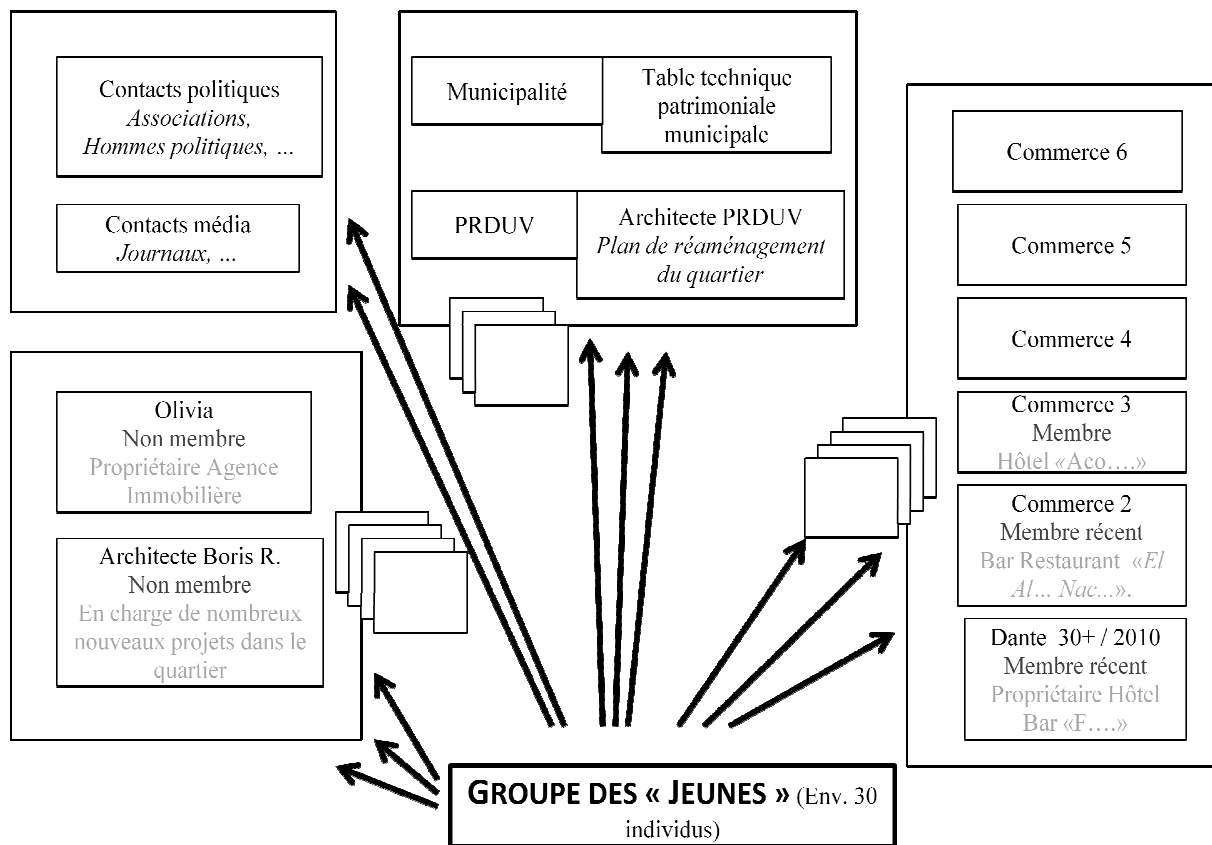
Le conseil des voisins du Cerro Alegre fonctionne principalement autour d'un temps collectif : les assemblées. Ayant lieu tous les mois, ces assemblées, ouvertes à la participation de tout habitant inscrit dans l'organisation, sont le théâtre des affrontements entre les deux groupes. Dès 2010, j'assistais à ces temps collectifs où « jeunes » et « vieux » se réunissaient pour aborder les problèmes du quartier et les futures actions de la *junta de vecinos*. Si les points abordés étaient tout à fait classiques et sans enjeux majeurs (propretés, participation des habitants à la rénovation des rues, luminaires), les assemblées se terminaient en permanence dans un chaos troublant, les deux groupes s'échangeant insultes, s'accusant d'incompétence, certains reprochant aux propriétaires de bars ou de restaurants leur corruption, des conflits d'intérêts, d'autres pointant la vision « réactionnaire » des « vieux ». Chaque assemblée était l'occasion d'un brouhaha incompréhensible où rapidement les thèmes du quartier et de sa patrimonialisation s'effaçaient pour laisser place à une confrontation directe et hors contexte. L'important était la bataille, bien plus que ne l'était son propos. Réunie dans le collège, dans l'église ou dans une salle d'évènement, chaque assemblée se précédait du même rituel d'arrivée des habitants. Par petits groupes de deux ou trois, les 30 à 60 habitants pénétraient dans la salle, jetant des regards accusateurs à d'autres, glissant des mots dépréciateurs au passage de certains, puis s'asseyaient près de leurs chefs de file. L'espace rendant clairement cette division du conseil. Qu'il s'agisse des « vieux » ou des « jeunes », ils m'exprimaient avant certaines réunions la peur d'être « lynchés » par les autres, le « stress » des réunions, l'appréhension. Un sujet particulier assurait souvent le rôle de déclencheur de tensions et d'échanges particulièrement houleux. Celui concernant la *Feria Alegre*, une petite fête du quartier qu'organisaient les « jeunes » depuis 2008. Ayant la visée de réunir les habitants un dimanche après-midi par mois autour d'un moment partagé sur la place J. Edwards Bello,

⁴ Le coup d'état du 11 septembre 1973 va en effet représenter un arrêt brusque de la consolidation des *juntas de vecinos* et dès sa prise de pouvoir, la junte militaire s'efforça de supprimer tous types d'action collective. Surtout elle entend briser le lien entre les partis politiques et leurs bases populaires y voyant le cadre propice à l'émergence des contestations. Si la junte n'insiste pas sur la suppression des conseils de voisins, « leur existence n'est que formelle, si non dans tous les cas, du moins dans la grande majorité » (Hardy 1989). En 1989, le régime autoritaire instaure en outre une nouvelle loi concernant les organisations communautaires, limitant considérablement leur force, avant le retour à la démocratie pressenti (Pozo 1990). L'objectif est que les *juntas de vecinos* ne regagnent pas leur pouvoir acquis avant 1973, ce qui explique pour Paul W. Posner, la chute des taux de participation des habitants dans ces organisations. Taux qui tombe dans les années 2000 à plus ou moins 1 % comparativement à un taux de 15 à 20 % atteint sous le gouvernement de Salvador Allende entre 1970 et 1973. Le retour à la démocratie et les partis de la *Concertación* maintiennent en outre cette faiblesse politique des *juntas de vecinos* craignant de redonner du pouvoir à un niveau local et estimant que la participation populaire avait conduit au collapse de la démocratie en 1973.

avec barbecue, petits spectacles et ventes de produits locaux, et réunissant une centaine de personnes tout au long de la journée, la *Feria* provoquait les foudres du groupe des « vieux ». La petite fête était pourtant assez consensuelle, et les arguments à son encontre étaient relativement faibles. Elle n'était ni coûteuse, car financée par un programme de la ville, ni bruyante ou particulièrement dérangeante sinon qu'elle était une initiative des « jeunes », de surcroît dans l'espace public du Cerro Alegre.

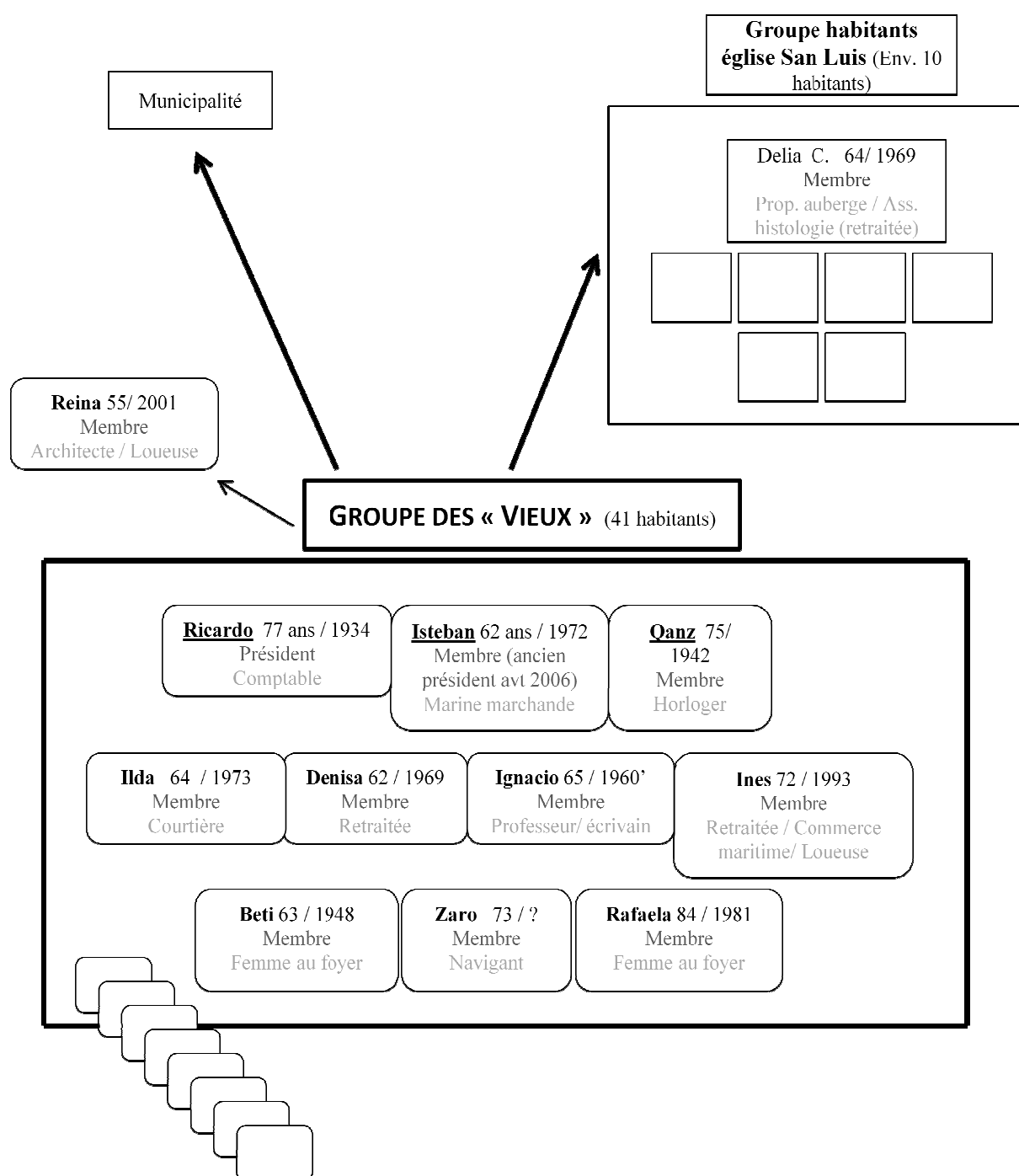
Schéma 1 : Le groupe des « jeunes » dans la *junta de vecinos* du cerro Alegre et leurs interconnections⁵

⁵ Le schéma comprend les membres les plus influents et engagés du groupe des « jeunes » (dont on pourrait estimer le groupe à une trentaine d'individus). Leur prénom est alors en gras. Il est souligné s'il s'agit des chefs de file de ce groupe. Par ailleurs leur position dans le groupe est représentée selon leur degré d'influence dans ce groupe. On trouve pour chacun leur âge et date d'arrivée dans le quartier (en noir). Leur statut dans la *junta de vecinos* est indiqué en gris foncé puis leur profession en gris clair. Les flèches représentent les interconnections qu'ils ont dans le quartier et dans la ville sans pour autant qu'elle spécifie une relation qui serait unilatérale (beaucoup de travail serait encore à faire pour déterminer précisément la nature et la qualité du lien). Il s'agit d'interconnections fortes permettant d'établir la structure d'un réseau essentiel à prendre en considération pour lequel il a fallu de nombreuses observations pour qu'il apparaisse, tant il fonctionne de manière extrêmement discrète. Il n'est pas exhaustif mais retient les principaux éléments de ce réseau. Les cases vides ayant pour but de souligner la présence d'autres individus et contacts.



Source : A. Figari, 2012

Schéma 2 : Le groupe des « vieux » de la *junta de vecinos* et leurs interconnexions⁶



Source : A. Figari, 2012

⁶ Le fonctionnement du schéma est le même que pour le premier. Il est à noter que le groupe des « vieux » a constitué en 2009 de manière formelle et officielle un centre culturel de personnes du troisième âge (*Centro cultural de adultos mayores*). Ce groupe dont l'appellation fait entendre le seul critère générationnel fut, de l'aveu de ses fondateurs et membres, créé pour reprendre le contrôle de la *junta de vecinos* et avoir un espace de discussion hors conseil des voisins afin de se réunir et tenter de remporter les élections qui se présentaient fin 2011. Cet objectif est gardé secret bien évidemment. Sa fondation est liée à la nécessité de se structurer pour faire face aux « jeunes ».

Au regard de la composition sociologique des deux groupes, une première analyse reporterait aisément les raisons de l'opposition entre « jeunes » et « vieux » sur les rapports qu'ils entretiennent respectivement au phénomène patrimonial.

Le critère de l'âge distingue clairement deux générations. Les « vieux » s'apparentent aux anciens du quartier, aux « natifs » par extension, et plusieurs sont d'ailleurs les descendants de familles étrangères ayant justement « fait l'histoire » du Cerro Alegre. La plupart ont entre 65 et 85 ans, représentant donc une génération née dans les années 40. Leurs professions renvoient d'ailleurs aux métiers qui assuraient à l'époque une certaine prévalence socio-économique : horloger, employé de la marine marchande, courtier, etc. Leur réseau social personnel s'est pour beaucoup affaibli depuis 1990, notamment à cause des importants flux de populations et du départ de nombreux voisins du quartier. Il est aussi à noter leur très faible interconnexion avec les institutions municipales et plus généralement l'absence de contacts politiques. Ce groupe se définissant d'avantage sur le critère premier de la résidence et de l'appartenance générationnelle commune.

Les « jeunes » se situent eux entre 35 et 55 ans, dont une grande majorité proche de 40 ans. Il s'agit donc d'une population née au début des années 70, hors du quartier (Leila et Doni sont deux cas particuliers) mais qui a intégré le quartier dans les années 90, acteurs d'un mouvement de patrimonialisation local. Architectes, ingénieurs, artistes, musiciens, leurs professions et leurs statuts économiques en font les « pionniers » d'un mouvement de gentrification au sein du Cerro Alegre (Smith, 2002). Leur pouvoir économique et politique est aujourd'hui bien plus important que celui des « vieux », ce que démontre notamment l'étendue des liens de leurs réseaux. Ils nourrissent des relations avec les institutions patrimoniales (ayant obtenu leur intégration à la table technique municipale), les médias (tels le *Mercurio* ou *La Tercera*) mais aussi avec l'agence immobilière et les cabinets d'architectes du quartier.

Un point réunit pourtant ces deux groupes. L'absence d'enfants et plus largement l'absence de toute famille étendue dans le quartier. Pour les « vieux », la génération des enfants a en effet quitté le Cerro Alegre sous la dictature (pour l'étranger le plus souvent) ou est partie dès que la possibilité fut offerte avec le retour de la démocratie en 1990. Les « jeunes » appartiennent en outre à la même génération que les descendants du groupe des « vieux » et tout comme eux, ils soulignent l'importante mobilité de cette génération puisque ces derniers arrivent dans le quartier au moment où les enfants des « vieux » le quittent. Dans la très grande majorité venus de Santiago ou de l'étranger (certains exilés durant la dictature), ils arrivent seuls au Cerro Alegre, sans ascendants ni familles constituées. Cette situation familiale actuelle des habitants de la *junta de vecinos* traduit un éclatement sociologique postérieur à 1970. Eclatement sociologique que la patrimonialisation, d'abord locale dans les années 90, puis internationale dès 2003, accroît considérablement.

Appuyée sur ces données sociologiques, les premières pistes analytiques poussent évidemment vers une analyse rapportant les uns à une ancienne bourgeoisie en déclin autant historiquement qu'économiquement tentant de préserver l'ultime patrimoine historique qu'ils représenteraient eux-mêmes. Face à eux les « jeunes », se présentent alors comme des bourgeois bohèmes, de jeunes professionnels émancipés relativement puissants. Leur conflit dans la *junta de vecinos* ne traduirait donc que cette forme de passation soufferte de pouvoir entre deux générations. Passation provoquée et accélérée par une patrimonialisation jouant dans l'organisation du conseil des voisins l'axe autour duquel se forment les tensions. Bien évidemment, une telle analyse, succinctement abordée ici, contient une part de vérité certaine mais reste insuffisante tant elle peine à expliquer la violence de l'opposition entre ces deux groupes. « Jeunes » et « vieux » ne luttent pas contre la patrimonialisation du quartier, mais au travers et sous le prétexte de cette patrimonialisation.

A cette étape de l'enquête, l'analyse des assemblées et de l'organisation de la *junta de vecinos* restait stérile, tant la violence de leur confrontation demeurerait obscure et inintelligible, autant pour l'ethnographe que pour ces habitants, qui s'avouaient eux-mêmes troublés et désespérés devant les proportions qu'avait prise leur opposition. En un sens, le conseil des voisins ne se définissait plus par sa gestion des problèmes du Cerro Alegre, ni

même par sa capacité à mettre en place des actions concrètes notamment pour contrôler la mise en patrimoine. Elle était une arène. Méthodologiquement, il était donc nécessaire de se décentrer de l'organisation autant que d'une patrimonialisation trop souvent prise comme système explicatif plurivalent, pour se porter sur étude du lien social interindividuel et de la relation quotidienne entretenue par les habitants à leur quartier.

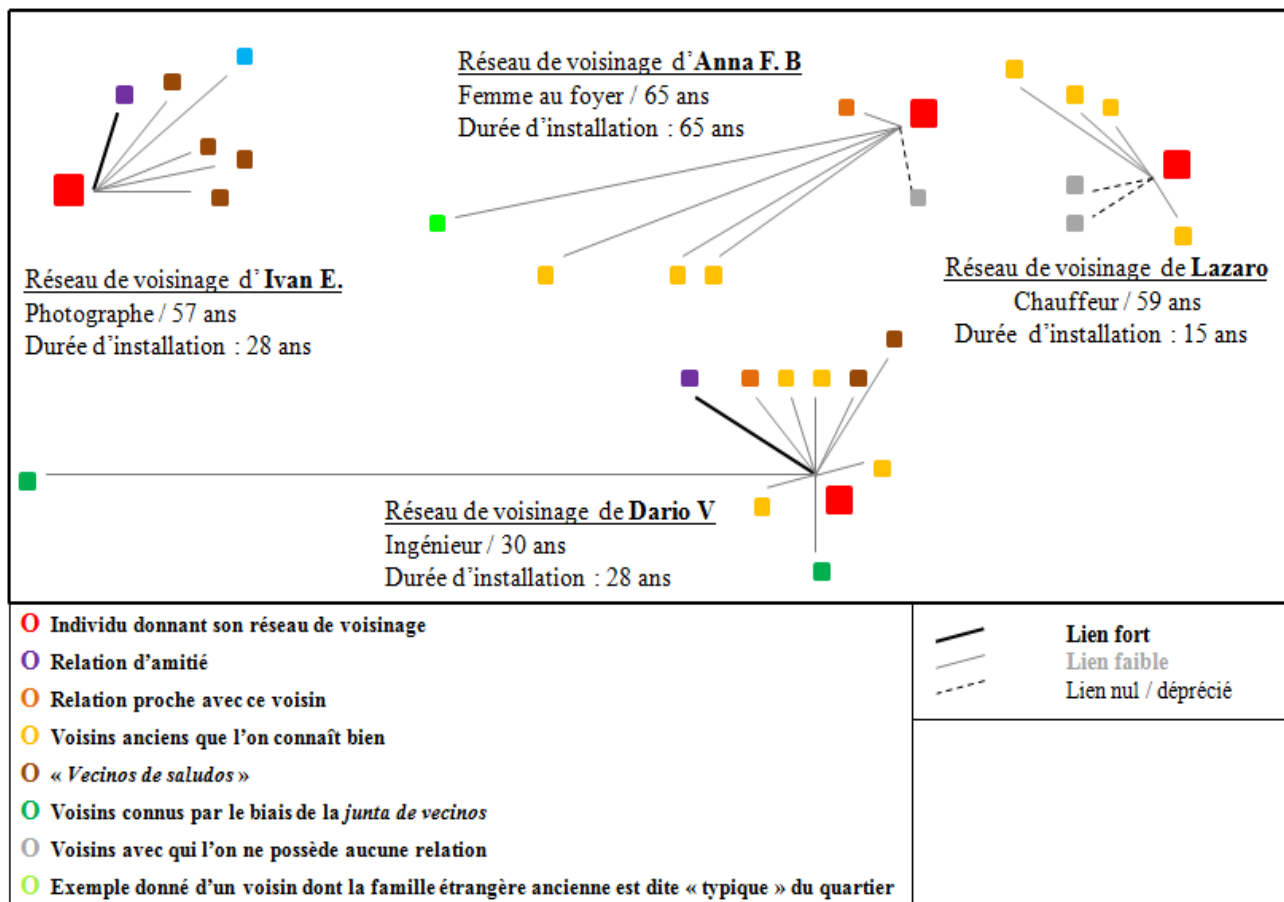
Relations de voisinage et apathie sociale : « *nadie se mete en la vida de nadie* »

Les relations de voisinage sont une dimension fondamentale de la vie quotidienne, la manière dont on salue, les informations qu'on échange, le degré d'interconnaissance sont autant de données offrant un accès aux manières d'habiter un quartier et permettent de mesurer la qualité du lien social qu'il existe entre les habitants d'un même espace. Durant le terrain réalisé de juin à octobre 2011, un des aspects du travail a ainsi été, en tant qu'une partie des entretiens individuels, d'établir les relations réticulaires entre voisins. Ceci afin de posséder un aperçu, presque cartographique, du niveau de sociabilité du cerro Alegre, si souvent rapporté à ce quartier des « étrangers » et aux grandes familles qui menaient, dans cet enclot bourgeois, une vie sociale riche et dense. Il s'agit donc de rendre compte de ce qu'Hélène Bayard-Çan appelle le *capital réticulaire personnel*, « c'est-à-dire l'ensemble des personnes avec qui un individu est en relation » (Bayard-Can, 2011) tout en analysant ces multiples rituels quotidiens par lesquels l'individu, gère, conditionne et automatise son comportement, son discours, ses postures ou encore ses gestes vis-à-vis de son voisin.

Mark Granovetter définissait la force des liens selon plusieurs critères : le temps accordé à la relation, son intensité émotionnelle, l'intimité partagée, la réciprocité et l'ancienneté du contact (Granovetter, 2008). Sur la quarantaine de réseaux de voisinage recueillis⁷, plusieurs éléments remarquables sont à relever. Tout d'abord, la très faible étendue des réseaux puisque quasiment tous les réseaux présentent un nombre de relations inférieures à dix liens et cela, indépendamment de l'ancienneté d'installation, de l'âge, ou de la position géographique dans le quartier. Ensuite, une grande majorité de ces liens sociaux sont des liens faibles. Enfin, ils permettent de mettre en relief une catégorie prototypique et valorisée de voisins : le *vecinos de saludos*. Les quatre réseaux de voisins donnés ici en exemple permettent de rendre compte de ces données.

⁷ Plus de 70 entretiens ont été menés dans tous les espaces du quartier. Néanmoins, plusieurs habitants ont émis des réserves, des craintes et une grande méfiance quant à donner leur réseau de voisinage au Cerro Alegre

Schéma 3 : Réseaux de voisinage de quatre habitants



Source : A. Figari, 2012

Tableau 1 : Typologie des relations de voisinage des quatre voisins de l'échantillon

	Type de relations	Effectif de liens	Type de contacts	Lieu	Niveau d'intimité
Liens nuls	Absente ou dépréciée	Anna : 1 Lazaro : 2	Pas de contact	Aucun	--
		Total : 3			
Liens faibles	Politesse Salutation « Vecinos de saludos »	Anna : 4 Ivan : 5 Lazaro : 4 Dario : 8	Salutations et brèves conversations de prise de nouvelles	Espace public exclusivement	-
	Amicale	Anna : 1 Dario : 1	Visites, discussions, entraides	Espace public et occasionnellement privé	+/-
		Total : 2			

Source : A. Figari, 2012

La pertinence de ces réseaux d'habitants tient au fait qu'ils renvoient à des situations (ancienneté, situation socio-économique, âge, etc.) très différentes et pourtant très similaires quant à la structuration et l'étendue du réseau de voisinage. Au cours des entretiens, l'état des relations sociales du quartier étaient par ailleurs rapportés au même champ terminologique : la « méfiance », la « peur », l'« apathie ». Une même sentence se retrouvant ainsi dans plus de dix entretiens : « *Aquí nadie se mete en la vida de nadie* ». La catégorie de « *vecinos de saludos* » employée par les habitants permet de caractériser un certain idéal de la relation de voisinage dans le quartier. Les propos d'un habitant de 63 ans, vivant depuis 52 ans dans le quartier, donne à voir le contenu associé à cette catégorie.

« *Beaucoup de gens te diront "Moi, cela fait 50 ans que je vis ici mais je ne connais personne". Ca, c'est un mauvais voisin parce que s'il y a un incendie ou n'importe quel problème, tu te dois d'être un bon voisin et de coopérer ! Mais moi, comme j'ai vécu de nombreuses années ici, il y a des gens qui me connaissent, ou du moins qui me situent. Il n'y a pas une relation directe, ils te situent, ils te saluent, ce sont des voisins de salutations.* » (Entretien réalisé le 20.07.11)

Le « voisin de salutation » est défini par une relation exclusive dans l'espace public, par des salutations et une conversation des plus brèves. Selon les critères de Granovetter pour définir la force d'un lien, on ne trouve ici aucune intimité, peu de temps est accordé, l'intensité émotionnelle paraît nulle et l'ancienneté du contact ne possède en rien une influence. De fait, le *vecino de saludos* est important pour des situations particulières (incendies, tremblements de terre, entraides exceptionnelles) et le lien qu'il constitue à ce moment précis. En revanche, si on dépasse la question du lien pour poser celle de la relation (dans l'ensemble des interactions qu'elle suppose), alors le *vecino de saludos*, en tant que bon voisin, est pensé non dans la relation qu'il permet de construire mais, au contraire, en tant qu'il ne commettra aucune intrusion ou indiscretion dans l'espace privé et s'en tiendra à une relation de politesse. Une relation qui semble d'autant plus valorisée qu'elle est justement minimale. Granovetter considérerait pourtant que les liens faibles étaient les plus déterminants car permettaient l'extension des réseaux et leur interconnexion. Les liens faibles ne constituent pourtant pas ici un moyen d'étendre les relations et dans le cas des habitants du Cerro Alegre, on pourrait penser qu'ils servent à l'inverse, comme le sous-entend la catégorie de « *vecinos de saludos* », à les restreindre. A limiter de la sorte les possibilités d'intrusion des liens de voisinage dans le domaine et dans l'espace de la vie privée. La faiblesse des liens observés dans le cerro Alegre est ainsi bien plus problématique qu'elle n'y paraît et ne peut être rattachée aux aléas de la vie individualiste et moderne d'un monde libéralisé, surtout, pourrait-on ajouter, dans une telle enclave morphologique qu'est le Cerro Alegre.

Ce sont plusieurs rencontres ethnographiques qui sont parvenues à donner sens aux silences, aux non-dits, aux évitements qui caractérisaient les situations d'entretiens mais qui ont aussi contribué à porter un autre regard sur la faible étendue des réseaux de voisinage recueillis. L'une de ces rencontres eu lieu avec un habitant de la rue Estanque, lequel s'était montré froid et presque agressif à mon égard lorsque je tentais de lui poser plusieurs questions de nature sociologique. Après m'avoir demandé mon passeport pour vérifier ma nationalité et la véracité de mes propos, il prononça une phrase, qui fut la première à rompre le silence auquel je me confrontais : « *Tu es fou ! Fou ! Tu es fou. Tu ne peux pas demander cela ! Personne ne va te répondre ! Ou ils te mentiront !! Personne ne te dira tout cela !* ». Il avait alors ajouté : « *Toi, tu n'as pas vécu sous un Pinochet !* ». Si mon enquête ne portait pas sur cette période, cette première scène ethnographique signalait la prégnance du passé dictatorial : en négatif des silences, des gênes de nombreux habitants à évoquer le passé ou leurs parcours biographique. Au fil de l'enquête s'est ainsi dévoilé tout un matériel relatif à la

mémoire de la dictature chilienne et son impact sur la vie sociale. Les propos suivants d'un habitant en font cas.

« Avant le coup d'Etat, la vie de quartier était une vie délicieuse, très belle. Parce qu'à Valparaiso, chaque quartier avait une place et chaque place avec un ciné, un théâtre. Et le porteño (nom donné aux habitants de Valparaiso) a une double nationalité pour le dire ainsi. Il est "porteño" de Valparaiso mais en plus de cela, il est d'un cerro. Moi je suis porteño mais en plus de cela, je suis du cerro Alegre. Il y en a qui dise qu'ils sont porteños mais qu'ils sont de Playa Ancha ou de Baron. C'est sûr que durant les temps de la dictature, cela a été très difficile de communiquer parce personne n'avait confiance en personne. Car le conflit du Chili s'incrusta dans les familles. A l'intérieur des familles, il y a en avait qui étaient de gauche, d'autres qui étaient de droite, donc... [silence] Une grande douleur est restée et par conséquent les gens se sont dit : « Hum !! ». Distance ! » (Entretien réalisé le 01.08.2011)

Du passé dans le présent : de la dictature dans l'*habitus*

Trop peu d'études se sont intéressées à la façon dont la dictature modifia le lien social et les modes de sociabilité. Pourtant, il semble bien que ce soit sur les formes les plus courantes, les plus anodines et les plus quotidiennes qu'il soit pertinent de porter l'analyse. Les silences, les évitements, les comportements introvertis, la relation à l'autre ne sont pas des résurgences du passé ni les conséquences directes de la dictature mais des stratégies, la mise en place de pratiques, d'un *habitus* pour permettre un nécessaire écoulement du temps et la permanence d'une vie sociale, même fondée sur des relations sociales minimales. Les propos de Lea, habitante ayant vécu la période dictatoriale au Cerro Alegre sont à considérer en ce sens.

« Quand est arrivée la dictature, les gens se sont repliés dans leur maison, à l'intérieur et ils ne s'intéressaient plus à ce qui passait au voisin, y compris si les marins venaient demander 'Vous connaissez un communiste ?' Tu ne savais pas quoi répondre, oui ou non. Si tu te sentais du courage tu disais 'Ah je ne sais pas' mais ils te sortaient une autre question 'Ah si le voisin de là-bas'. C'est ainsi que les gens ont commencé à se tourner vers l'intérieur et non vers l'extérieur. Je crois que oui, il y a un lien (se réfère à partir de maintenant à la situation actuelle). [...] Tous savent ce qu'il se passe à côté mais personne ne s'en mêle. [...] Tu le vois dans la rue. Avant lorsqu'il arrivait quelque chose, les gens étaient beaucoup plus solidaires. » (Entretien réalisé le 20.07.2011)

L'étude des relations de voisinage a ainsi permis de révéler comment l'expérience dictatoriale est un aspect essentiel pour comprendre la sociabilité contemporaine du Cerro Alegre et l'influence qu'y a eu ce passé. L'intériorisation de la vie sociale, les silences, la distance d'avec ses voisins sont les processus d'une adaptation nécessaire au maintien d'une quotidienneté. Dans ce cadre particulier, tel que le signale Brunner dans son étude publiée en juillet 1982 : « L'organisation propre de la vie quotidienne tend à rendre ses comportements de plus en plus routiniers, privilégiant le domicile comme espace social et l'isolement comme stratégie d'adaptation au milieu » (Brunner, 1982 : 32). La manière dont on circule dans l'espace du quartier, la *desconfianza* (méfiance) que l'on pose en amont de toute relation sociale sont des stratégies d'adaptation et sont en quelque sorte un mode par défaut pour permettre la reproduction des liens sociaux minimums. La reproduction de pratiques liées aux passés dictatoriales renvoie alors à la notion d'*habitus* de Pierre Bourdieu comme disposition pratique, comme *hexis corporelle*⁸ et comme mode opératoire déterminant.

⁸ Bourdieu définit l'*hexis corporelle* comme « la mythologie politique réalisée, incorporée, devenue disposition permanente, manière durable de se tenir, de parler, de marcher, et, par là, de sentir et de penser ». (Bourdieu, 1980 : 117)

« [...] les pratiques qui produisent l'habitus en tant que principe générateur de stratégies, permettant de faire face à des situations imprévues et sans cesse renouvelées sont déterminées par l'anticipation implicite de leur conséquence, c'est-à-dire les conditions passées de la production de leur principe de production. » (Bourdieu, 1977 : 176)

L'analyse du lien social dans le Cerro Alegre démontre que la mémoire de la dictature se localise au cœur de ce lien. Ainsi, il est possible de caractériser ce que j'ai nommé un *habitus dictatorial* à partir du matériau ethnographique recueilli. Cet *habitus* se définit ainsi par plusieurs comportements sociaux : une limitation des relations sociales (tel que le montre les réseaux réticulaires), la surprotection de l'espace privé, une méfiance vis-à-vis de l'autre, ou encore l'association de l'espace public à un espace de danger réclamant une grande discrétion et une exposition personnelle minimale. Surtout, l'existence de cet *habitus dictatorial* illustre l'impossibilité pour les habitants d'attribuer un sens commun aux événements liés au 11 septembre 1973, de faire ce transfert entre le cloisonnement d'une expérience individuelle passée et l'appartenance de cette même expérience à une histoire collective. D'une certaine manière, le coup d'Etat et la période dictatoriale déclenche un processus qui « réduit le corps social à sa privacité » (Brunner, 1982 : 32).

La mise en place d'un *habitus dictatorial* est une stratégie collective devant donc assurer la possibilité aux habitants d'un vivre ensemble en écartant de fait toutes sources possibles de conflits entre eux et maintenant un silence sur soi et sur l'autre, garant de la possibilité d'une co-présence. Les longues années de couvre-feu, d'arrestations, d'interdiction de réunion publique, le climat de délation, la présence des militaires sont autant de conditions quotidiennes sous lesquelles les habitants ont adapté leurs modes de vie sociale. L'empreinte de la dictature trouve ainsi sa place dans cette forme de *pacte dénégatif*, valorisant les silences et favorisant l'oubli. Un pacte qui, comme le définit René Kaës, « assure, à côté du refoulement conjoint, le rejet requis pour être ensemble » (Kaës 1989 : 171).

Habitant le temps, habités par le passé : Les « vieux » et la patrimonialisation

Les données relatives au poids qu'exerce le passé dictatorial permettent ainsi de porter un nouveau regard sur le clivage qui oppose « jeunes » et « vieux » et de comprendre que la patrimonialisation, ne provoque pas mais révèle les spasmes d'un passé qui ressurgit et se rejoue dans l'espace collectif de la *junta de vecinos*.

Comprendre l'empreinte de la période dictatoriale sur l'univers social et local d'un quartier, c'est mesurer l'envergure de son pouvoir herméneutique. L'événement du coup d'Etat, ne se limite plus à être une rupture de sens pour les anciens habitants du quartier. Il est lui-même « une source de sens : la compréhension de l'événement se mue en une compréhension selon l'événement » (Quéré 2006). Cette même expérience, ce même *habitus* autour duquel le groupe des « vieux » construit son sentiment d'appartenance collective. Le groupe des « vieux » se structure autour d'une expérience commune vécue durant la dictature, des règles et des accords autour desquels ils ont construit la possibilité d'une vie sociale préservée. La totalité d'entre eux, mise à part une ou deux exceptions, a entièrement vécu cette période au Cerro Alegre. Quelque soit leurs idées politiques, d'ailleurs leur groupe (dont les leaders sont individuellement de droite voir d'extrême droite) comprend des socialistes de la première heure tel Ignacio. Ils sont de fait réunis par cette adhésion commune à un *habitus* et un pacte négatif qui bien qu'imposés par les événements historiques, sont défendus comme les tenants d'une identité sociale et locale.

Dès lors, la patrimonialisation en soi est une transgression. Elle est ce passage brutal d'une sociabilité « de catacombe » où « chacun doit protéger en premier lieu, son jardin » (Brunner, 1982) à un espace d'exposition sociale et de célébration d'une nouvelle temporalité. La patrimonialisation est une « perte de repère » mais elle permet surtout aux « jeunes » de se servir de ce nouvel espace-temps pour rompre avec un fondement absolu hérité de la période dictatoriale : l'ostracisation du politique.

« Dans ce cas, ce n'est pas la religion qui se submerge et devient privée (de son espace naturel, qu'est l'espace public), [...], sinon la politique. [...] elle sera vécue comme un secret, comme conviction privée, comme exercice de l'interdit, en somme, comme une activité portes fermées, y compris dans le déguisement qu'est la réunion sociale » (Brunner, 1982 : 31)

« Faire le quartier, faire l'histoire » : Le projet des « jeunes ».

L'un des phénomènes contemporains observable dans la *junta de vecinos* est ce réengagement des habitants dans le champ politique. Un réengagement qui, pour le groupe des « vieux » est à la fois obligé, par la nouvelle situation patrimoniale du quartier, frustré, par la place qui y ont pris les « jeunes », mais surtout perçu comme un péril pour la vie sociale au regard du retrait politique absolu qu'avait imposé la dictature. Le projet des « jeunes » est lui inverse et réintroduire une dimension politique et une pratiquer cet exercice dans l'espace public. C'est d'ailleurs une des dimensions de la petite fête de quartier. La *Feria Alegre* a en effet pour principale visée une réappropriation collective du quartier au cours de laquelle il s'agit de créer un ensemble de références qui puissent être communes et partagées.

« Mois après mois s'est incorporé un projet, la *Feria Alegre*, pour que les voisins et voisines nous visitent, amis et amies, pour que nous nous connaissions, soyons informés jusqu'au plus petit. C'est ça l'idée, qu'il y ait des racines dans notre quartier, dans notre ville, dans nos rues. » (Propos introductifs de Leila recueillis lors de la *Feria* du 20 juillet 2010).

Cette fête fonctionne de fait comme un outil permettant aux « jeunes » de recréer du lien social, de rompre avec la temporalité du quotidien, de créer une forme d'« épisode historique local » (Segalen 1998) légitimant leur place d'habitants dans le quartier. Elle est un instrument de médiatisation et de pouvoir face aux institutions patrimoniales tout autant que face aux « vieux ». Le groupe des « jeunes » tente en effet d'y exalter une vie locale et des pratiques sociales qui se posent en complète contradiction avec les modes d'habiter qu'ont développé les anciens habitants et cette séparation hermétique qu'ils conçoivent entre vie privée et vie sociale : « Que c'est bon cette rencontre sur la voie publique, en prenant l'espace public ! C'est pour cela que ça s'appelle "espace public", pour que l'on fasse des choses publiques » (Propos de Cristobal lors de la même *Feria*). La *Feria Alegre* se lit de la sorte comme une tentative d'ajustement des « jeunes » à la réalité sociale contemporaine du Cerro Alegre, en créant justement les conditions d'une nouvelle temporalité sociale. Et c'est au travers de la patrimonialisation du quartier, qui contribue largement à l'écho de la *Feria*, qu'ils se saisissent d'un nouveau champ du possible pour s'opposer et évincer les « vieux ». Un nouveau champ du possible explicité d'ailleurs par leur slogan, affiché au centre de la *Feria* : « Faire l'histoire, faire le quartier ».

Si la patrimonialisation est un déclencheur premier des conflits que les deux groupes nourrissent par rapport au passé dictatorial, elle est surtout l'émulsifiant qui réunit sur un même espace deux générations en tension quant à la relation qu'elles ont entretenue entre elles durant ces « 17 années d'obscurité »⁹. Derrière la construction initiale de catégories associant les « jeunes » aux « pionniers » et les « vieux » aux « natifs », se révèlent surtout deux générations éminemment politiques. Si les « vieux » ont très majoritairement vu leurs enfants quitter le quartier souvent dès le retour à la démocratie en 1990, le groupe des « jeunes », arrivé à cette époque, appartient lui-même à cette « génération de l'autoritarisme » désignant les individus dont la socialisation (dès 13 ou 14 ans) s'est faite durant la dictature (Flisfisch, Culagovski et Charlín, 1988). Une génération qui se caractérise, en dehors d'une grande mobilité géographique, par un comportement, non pas de retrait au

⁹ Expression utilisée par un habitant, Ignacio.

politique (qui concerne la génération des parents, donc des « vieux » ici), mais au contraire de réinvestissement (souvent en rupture avec les prescriptions de l'histoire parentale). Le rôle central de Leila dans le groupe des « jeunes » est ainsi à mettre en perspective avec la dimension politique prise par ce groupe. Plus âgée que le reste des « jeunes », née dans le quartier et personnage politique de gauche, elle est aussi la co-fondatrice du Comité Ethique contre la Torture dans la région ou encore présidente du Comité de Défense de Valparaiso. Lorsqu'elle me raconte brièvement son expérience du 11 septembre 1973, qu'elle évoque les militaires bloquant la Place San Luis, le bruit des hélicoptères et les larmes qui coulèrent alors sur son visage de 18 ans, elle clôt son récit par cette phrase : « *Me quitaron mi juventud* » (« ils m'ont pris ma jeunesse »). A plusieurs reprises des habitants de sa génération ont aussi formulé ce sentiment d'une jeunesse « perdue » ou « volée » par la période dictatoriale. Le slogan des « jeunes », « faire le quartier, faire l'histoire » prend ici une autre dimension et la *Feria Alegre* se présente comme une manière de faire *leur* quartier et *leur* histoire. De récupérer ainsi ce sentiment de maîtrise d'un temps et d'un futur dont ils auraient été privés par les événements historiques. Et si, tout au contraire, il est inenvisageable pour les « vieux » de se soumettre à ces nouveaux acteurs que sont les « jeunes », devenus chaque année plus puissants autant socio-économiquement que politiquement, c'est justement que « du passé, ils ne savent rien »¹⁰.

Les « jeunes » étaient effectivement des enfants, adolescents ou rentraient dans l'âge adulte, mais ils reportent aujourd'hui un imaginaire sur le groupe des « vieux » traduisant un rapport complexe et frustré au passé, entre le silence intrafamilial et ce sentiment d'une jeunesse plus subite que vécue, dont il s'agit de régler maintenant un conflit politique toujours présent. Conflit dont ils n'avaient pu être les acteurs avant.

« *C'est un quartier de droite et les pinochistes qui restent encore, sont les quelques "vieux" du conseil des voisins. Le monde des "vieux" est déjà mort. Le quartier n'est plus celui qu'ils ont connu. Il y a du bruit, du passage et c'est comme ça* »¹¹.

Arène politique et dramatisation du temps : les « coupables du passé »

Depuis 2006 et la structuration des deux groupes, la politique, sous l'action des « jeunes », réapparaît dans l'espace public du quartier. Parallèlement à leur vision respective de la gestion patrimoniale, chacun des deux groupes reconstruit un imaginaire politique remobilisant les divisions profondes créées par la période dictatoriale et plus en amont, dès l'accession à la présidence de Salvador Allende en 1970. Une scission politique nationale toujours active que le documentaliste Patricio Gúzman appela « La Bataille du Chili » (1972-1979). Ce retour du politique dans le conseil des voisins s'accompagne d'un retour de la figure de l'opposant politique. En marge des réunions, des assemblées, à voix basse, tout un lexique, par lequel ces groupes se désignent, donne à voir ces représentations.

Tableau 2 : représentations politiques de l'autre

	<i>Vision que le groupe porte sur l'autre</i>	<i>Vision que le groupe porte sur lui-même</i>
JEUNES	« conservateur » / « réactionnaire » (« <i>momia</i> ») / « fasciste » / « pinochiste » « gens de droite », « balance ou délateur » (« <i>sapo</i> »).	« Pro-actifs » / « de gauche » / « extrême-gauche » / « vision future » / « ne s'opposent pas au changement » / « révolutionnaires »

¹⁰ Propos recueillis lors d'un entretien avec une habitante membre du groupe des « vieux ».

¹¹ Propos d'un membre du groupe des « jeunes » lors d'une rencontre informelle.

VIEUX	« exilés » / « enfants d'exilés » / « retour d'exilés d'Europe » / « communistes » / « de gauche » / « agissent politiquement » / « du passé, ils ne savent rien ».	Groupe d'anciens habitants ne voulant pas que la <i>junta de vecinos</i> soit « politisée ». Ceux qui « connaissent le quartier » Ceux qui « savent du passé ».
--------------	---	---

Source : A. Figari, 2012

« Jeunes » et « vieux » rejouent donc les termes d'une lutte politique. Ignacio, membre du groupe des « vieux », lui-même socialiste, fut le seul à expliciter la nature des conflits que les deux groupes du conseil des voisins entretiennent.

A.F. : Pour quoi entrent-ils en conflit avec vous ?

Ignacio : *Eux, pour beaucoup, nous rendent coupables de ce qui s'est passé (il fait référence ici à la dictature), ils ont de l'amertume contre nous.*

[...]

Ils agissent politiquement. Pour donner une orientation politique au quartier à travers la junta de vecinos. Moi, je leur ai dit, que les juntas de vecinos ne sont pas politiques. Moi, mon parti est en bas de la rue. C'est l'édifice du parti socialiste que la dictature n'a pas pu nous enlever. C'est Allende même qui l'acheta. Il est le nôtre depuis 20 ans et nous l'occupons de nouveau depuis. Là oui, nous parlons de politique. Nous, nous ne voulons pas agir politiquement comme les « jeunes ». Mais c'est vrai que Isteban (membre des « vieux ») et quelques uns avec lui sont de vrais réactionnaires (utilise le terme "momios") et parfois, ils n'ont pas leur langue dans la poche.

A.F. : Il y en a plusieurs qui marchent derrière Isteban ?

Ignacio : *Oui, plusieurs. Par exemple, nous avec ma femme (Denisa) ont leur a remis les pendules à l'heure à la réunion où tu étais quand ils discutaient et qu'ils ont dit qu'ils faillaient envoyer les militaires dans la rue et tirer à balles réelles et c'est en plus la deuxième fois qu'ils en viennent à dire ça. Ma femme leur a dit que personne ne veut parler de politique et donc elle les a arrêté¹². Mais comment ils peuvent dire ça ?! De tirer dans la rue ?! C'est du cannibalisme politique. S'ils en avaient parlé de nouveau, je leur aurais sauté dessus ! Donc « Oh, Isteban ne parle pas comme ça, si tout ça, si la dictature est finie ! »*

[...] Non, les « jeunes » ! Ils nous haïssent sans même nous connaître ! Moi, je ne les connais même pas ! Moi, je leur ai dit : « Hé ! Mon gars ! Je suis socialiste mon gars ! ». Et ils m'ont insulté de « balance » ("sapo"). Je leur ai dit : « à 15 ans, je suis rentré au parti socialiste et toute ma vie j'ai été allendista ! ». Et moi je suis une balance ?! [L'énerverment d'Ignacio se fait ici clairement ressentir]. Eux n'ont pas bougé même le petit doigt, parce qu'eux ne distribuaient pas des tracts et pamphlets dans les années 80. Moi, je les répartissais dans ce quartier même. Quand c'était la dictature ! Ici même ! – Entretien réalisé le 20.09.2011

¹² Ce rappel fait référence aux propos que deux membres des « vieux » avaient tenus (lors d'une discussion informelle) sur les manifestations étudiantes qui avaient cours dans le pays invitant de leur souhait les militaires à descendre dans la rue et à les « tirer à balles réelles ». Denisa était intervenue avec véhémence se levant de la table où ils étaient tous assis, rappelant ce contrat implicite qui permet leur cohabitation : « On ne parle pas de politique ici, ce type de conversation n'a rien à faire là ». Tous avaient alors marqué un long silence et avaient respecté cette invective.

Ainsi se donne à voir les ressort des conflits sous-jacents à la perception du phénomène patrimonial dans la *junta de vecinos*. Pour Ignacio, les « jeunes » opèrent par « vengeance politique ». L'investissement politique de ces derniers vient par ailleurs assurer et appuyer leur investissement social au Cerro Alegre. En soulevant la question de leur socialisation, il semble que nous soyons dans le cas, comme le souligne Marie-Claire Lavabre, où « l'inflation des usages politiques du passé peut aller de pair avec un défaut de mémoire vive, de transmission et de traditions partagées » (Lavabre 1994 : 487-8.). Défaut qui se pose en effet dans le cas de l'évènement du coup d'Etat 1973 et dont les rapides évocations de l'histoire personnelle de Leila témoignent.

Aussi spécifique soit la *junta de vecinos*, elle n'est en rien séparable des interrogations qui occupent le reste de cet espace, des modes de sociabilité, des spécificités des relations de voisinage, de la prégnance de cet *habitus dictatorial* qui « adhère au présent » (Ricœur 2000). Si elle se distingue sur un point, c'est en tant qu'espace collectif, qu'espace politique, lieu d'une redécouverte d'une parole et d'un champ d'action politique, longtemps proscrit sur la voie publique du quartier. En l'absence d'un traitement du passé dictatorial récent à l'échelle nationale du fait de ce « pacte du silence »¹³, l'espace politique de la *junta de vecinos* peut s'envisager comme les prémices d'une scène locale où s'exerce une forme de « justice transitionnelle » (Lefranc 2002).

Il s'agit pour le groupe des « vieux » de maintenir une maîtrise du territoire et de préserver ce pacte dénégatif au fondement de leur cohabitation et de leur entente cordiale. Michel Pollak rappelle avec justesse à quel point le « silence sur le passé tient tout d'abord de la nécessité de trouver un *modus vivendi* » (Pollak, 1993 : 22)

Pour le groupe des « jeunes », la patrimonialisation constitue un outil permettant en revanche de briser ce silence et ce tabou politique dans l'espace du quartier. Elle est une « ressource stratégique » (Jobard 2003) pouvant faire se rejoindre deux ambitions. L'utilisation de l'outil patrimonial offre en premier lieu la possibilité d'asseoir leur légitimité dans le quartier (eux les pionniers des années 90) autant que d'appuyer une rupture voulue avec les pratiques sociales des anciens habitants. Des pratiques qui perpétuent un passé dont il est nécessaire de s'affranchir en s'assurant une prise de possession du Cerro Alegre. En second lieu, c'est bien la référence à ce même passé et leur volonté de mobiliser la dimension politique et conflictuelle de la période dictatoriale qui leur permet de remettre en cause le statut des « vieux », d'une légitimité locale (ils sont les « natifs ») à une illégitimité historique dénoncée (ils sont les « coupables du passé »). Leur slogan témoigne de cette conjonction qu'ils opèrent entre ces deux problématiques. D'une part, celle d'une patrimonialisation internationale du quartier, d'autre part celle d'une lutte politique relative à un passé local et national.

« Celui qui contrôle le passé contrôle le futur, celui qui contrôle le présent contrôle le passé »¹⁴

Tout comme les « jeunes » de la *junta de vecinos*, le phénomène patrimonial, qui plus est sous l'égide de l'Unesco, tient une ambition visant à sélectionner, à détenir et à s'assurer le contrôle du passé, cet habilité d'alchimiste en plus, faisant de l'histoire localisée un pan disséminé d'un héritage universel et atemporel.

L'ethnographie du Cerro Alegre démontre pourtant que, si localisation du passé il y a, alors il convient de porter le regard, non pas au niveau du sol et de l'intervention patrimoniale, mais au niveau du « sous-sol social » et des pratiques les plus courantes des habitants.

Il faut alors lier l'engagement des « jeunes » et des « vieux » à l'idée d'une construction simultanée de leur appartenance sociale mais aussi de leur rapport au temps. Le Cerro

¹³ Propos de Carlos Ominami, ex-ministre du premier gouvernement après le retour de la démocratie en 1990 (présidence de Patricio Aylwin)

¹⁴ ORWELL, G. 1984 cité par GUILLAUME M. 1990.

Alegre, par l'entremêlement des passés qui le caractérise et ce jeu complexe des temporalités, interroge en effet les différentes échelles du temps social (Ricœur 2000). Le patrimoine ne vient ici pas tant localiser un passé qu'il n'en révèle un autre et le Cerro Alegre se présente alors tel un palimpseste qu'il s'agit de comprendre, non dans les traces d'une encre éphémère depuis longtemps effacée mais dans les saillis que la plume, s'appuyant et enfonçant le papier, a laissé sur le parchemin. La patrimonialisation met ainsi en tension le passé récent des habitants du Cerro Alegre en se faisant le « reflet de son futur » (Guillaume 1990 : 13-20) et en mettant en co-présence des populations qui, jusque là, n'avaient pas eu à cohabiter. Mais c'est un aspect que les « jeunes » semblent avoir parfaitement saisi. En évinçant les « coupables du passé », ils deviennent les détenteurs légitimes d'un présent patrimonial au sein duquel leur intégration est bien la seule qui leur permettra une certaine maîtrise et gestion du futur du Cerro Alegre et de soulager, enfin, ce juste retour dans l'ordre des choses que leur propre passé leur réclamait.

Bibliographie

- BAYARD-ÇAN, H. (2011), « Voisiner en Turquie urbaine. Ethnologie des relations réticulaires à Adana », *Ethnologie Française* vol. 41, n°1 : 107-116.
- BENSA, A., FASSIN, E., (2002), « Les sciences sociales face à l'évènement », *Terrain* n° 38 : 5-20.
- BLOCH, M. (1995), « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », *Enquête* n°2 :59-76.
- BOURDIEU, P. (1977), *Esquisse d'une théorie de la pratique : précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*. Genève, Librairie Droz.
- (1980), *Le sens pratique*. Paris, Les Editions de Minuit.
- BOURDIN, A. (2000), *La question locale*. Paris, Presses Universitaires de France.
- BRUNNER, J. J. (1982), "Vida cotidiana, sociedad y cultura : Chile, 1973-82". *Programa FLASCO-Santiago de Chile*. En ligne : <http://fondo.flacso.cl/cgi-bin/> (consulté le 25.10.2011)
- COMPAGNON, O., GAUDICHAUD, F. (2008), « Chili : un passé trop vite passé », *Hermès* n° 52 : 83-89.
- EDWARDS BELLO, J. (1955), *Valparaiso. Fantasmas*. Santiago de Chile, Editorial Nascimento.
- ELIAS, N. (1997), *Logiques de l'exclusion*. Paris, Fayard.
- FLISFISCH, A., CULAGOVSKI M., CHARLIN M. (1988), "Edad y política en el Chile autoritario : un análisis exploratorio y conjeturas para un futuro democrático", *Programa FLASCO-Santiago de Chile*. En ligne : <http://fondo.flacso.cl/cgi-bin/> (consulté le 13.11.2011).
- FOUCAULT, M. (2004), « Des espaces autres ». *Empan*, vol.54, n°2 : 12-19.
- GARRETON, M. A. (1988), "Popular Mobilization and the Military Regime in Chile : the Complexities of the Invisible Transition", *Working Paper n° 103*. Kellogg Institute. En ligne : <http://kellogg.nd.edu/publications/workingpapers/WPS/103.pdf> (consulté le 09.01.2012).
- GUILLAUME, M. (1980), *La Politique du Patrimoine*. Paris, Editions Galilée.
- (1990), « Invention et stratégie du patrimoine », in JEUDY, H-P. (éd.), *Patrimoines en folie*. Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme : 13-20.
- GRANOVETTER, M. (2008), *Sociologie économique*. Paris, Editions du Seuil.
- HALBWACHS, M. (2008), *La topographie légendaire des évangiles en Terre sainte*. Paris, PUF.
- JACQUOT, S. (2007), « Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux: Une étude de Gênes, Valparaiso et Liverpool », thèse de géographie, université d'Angers.
- JOBARD, F. (2003), « Usages et ruses des temps l'unification des polices berlinoises après 1989 », *Revue française de science politique*, vol.53, n° 3 : 351-381.
- KAËS, R. (1989), « Ruptures catastrophiques et travail de la mémoire », in J. Pujet (éd.), *Violence d'État et psychanalyse*. Paris, Dunod : 169-204.
- LEFRANC, S. (2002), « Renoncer à l'ennemi ? Jeux de piste dans l'Argentine postdictatoriale », *Raisons politiques*, n°5 : 127-143.
- LAVABRE, M-C. (1994), « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, vol.44, n°3 : 480-493.
- NEVEU, C. (2004), « Une "petite fabrique du territoire" : Quartier et citoyenneté à Roubaix ». *Ethnologie française* vol. 34, n°1 : 59-66.
- POLLAK, M. (1993), *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*. Paris, Editions Métailié.
- POSNER, P. W. (2004), "Local Democracy and the Transformation of Popular Participation in Chile". *Latin American Politics and Society* vol 46, n°3 : 55-81.
- POZO, H. (1990), "La nueva ley de juntas de vecino : otro obstaculo para la democracia local". *Programa FLASCO-Santiago de Chile*. En ligne : <http://fondo.flacso.cl/cgi-bin/> (consulté le 20.10.2011).
- QUERE, L. (2006), « Entre fait et sens. La dualité de l'évènement », *Réseaux* n°139 :183-218.
- RAUTENBERG, M. (2003), *La Rupture patrimoniale*. Paris, A La Croisée.

RICOEUR, P. (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Editions du Seuil.

SEGALEN, M. (1998), *Rites et rituels contemporains*. Paris, Nathan.

SMITH, N. (2002), *The new urban frontier. Gentrification and the revanchist city*. London and New-York. Routledge,

VANDERSCHUEREN, F. (1974), "Significado político de las juntas de vecinos en poblaciones de Santiago". *EURE* vol. 1, n°2 : 67-90.